



Analyse Régionale
et Grandes Orientations
du Schéma des Formations

Les métiers de l'environnement

au sens du GFE 18 : Nettoyage – Assainissement –
Environnement – Sécurité

Analyse prospective

Sommaire

Sommaire	2
Synthèse du diagnostic	3
Des facteurs globalement favorables au développement de ces métiers	4
Des métiers en cours de professionnalisation	4
Une offre de formation orientée vers les niveaux supérieurs	5
Quelques pistes de réflexion.....	5
Annexes	9
Le champ de l'étude	10
Les participants au groupe d'experts	13
La liste des participants au groupe témoin du 26 novembre 2009	14
Les sigles et abréviations.....	15
La nomenclature des niveaux de formation	15

*Les métiers de
l'environnement*
Synthèse du diagnostic

Le diagnostic s'intéresse aux métiers « verts » dont la finalité porte sur la réduction de l'empreinte écologique et la protection de l'environnement et des personnes. Il s'agit des métiers de la gestion des déchets, de l'eau, de la protection de la nature, de l'entretien et de l'aménagement rural, du contrôle et mesures des pollutions, des métiers liés à la gestion et à la maîtrise des rejets industriels, au conseil et aux études. Les métiers de la communication – sensibilisation, de l'éducation à l'environnement contribuent à la protection de l'environnement par leur action de sensibilisation, d'initiation. Ils sont intégrés à ce titre dans l'analyse.

Les principaux employeurs de ces professionnels sont les éco-activités : enlèvement et traitement des ordures ménagères, captage, traitement et distribution d'eau, récupération de matières métalliques recyclables, récupération de matières non métalliques recyclables, dépollution des sites... ainsi que les collectivités locales (régie, Conseil Régional, Conseil Général, établissement public...)

Des facteurs globalement favorables au développement de ces métiers

La montée des préoccupations environnementales, la diffusion du concept de développement durable¹ ouvrent de nouvelles perspectives aux activités liées à l'environnement.

Cependant, le véritable vecteur de changement pour les métiers verts est **l'évolution réglementaire**.

La traduction en lois des engagements du Grenelle de l'environnement et l'application des directives européennes devraient jouer un rôle moteur en termes quantitatif (création d'emplois estimée dans une fourchette allant de 39000 à 43000 emplois au niveau national) et qualitatifs pour les métiers verts dans les années à venir. Les professionnels signalent, pour accompagner la recherche d'une meilleure maîtrise des flux (économie d'eau et de matières premières, réduction des déchets liquides, solides et gazeux), l'apparition récente de métiers comme ambassadeur de tri (ou éco-ambassadeur), économiste de flux ou encore contrôleur/diagnostiqueur en assainissement non collectif ... Des métiers plus traditionnels sont impactés en termes de compétences : c'est le cas, par exemple, des ripeurs (ou éboueurs). Ces derniers doivent être capables d'identifier et de différencier des matériaux collectés, de détecter de mauvais tris mais aussi de dialoguer avec les usagers et expliquer les raisons d'une non-collecte.

Les **évolutions technologiques** sont aussi un facteur de transformation pour les métiers verts. L'automatisation et la mécanisation concernent les processus de production dans le traitement des déchets et le recyclage (reconnaissance optique, broyeur...) ainsi que dans le traitement de l'eau (compétences en process, en électricité et en automatisme pour la gestion des stations d'épuration). Une plus grande technicité est demandée dans d'autres métiers, par exemple dans la télé-relève des compteurs pour les releveurs ou fontainiers ou pour les métiers de l'assainissement (agent de réseau, canalisateurs), en lien avec les matériels employés...

Le **management de la qualité (normes ISO 9000) et le management environnemental** (normes ISO 14001) forment le troisième volet des facteurs d'évolution des métiers verts. La mise en conformité, accompagnée par un responsable qualité, un responsable environnement dans les grandes entreprises ou un responsable qualité, sécurité, environnement dans les PME, bouleverse les processus de production et l'organisation du travail.

Des métiers en cours de professionnalisation

Ce **processus de professionnalisation**, engagé depuis quelques années, devrait se poursuivre sous la pression des facteurs réglementaires, technologiques, et organisationnels. Le degré d'exigences techniques augmente, parfois accompagné d'attentes en termes de capacité relationnelle. Le franchissement de ce palier peut s'avérer délicat pour les salariés âgés et les populations en provenance du secteur de l'insertion par l'activité économique.

¹ Un développement qui satisfait les besoins de la génération présente en préservant, pour les générations futures, la possibilité de satisfaire les leurs.

La population en emploi est jeune et masculine. Les départs à la retraite ne devraient concerner que des effectifs faibles dans les années à venir et se concentrer sur les métiers de canaliseurs, agents de réseau ou, pour la Fonction Publique territoriale, les agents de collecte ou éboueurs et les agents de déchèterie. Les femmes, qui ne représentent que 15% des emplois, sont plus présentes sur les postes de techniciens et d'encadrement (sur les métiers d'études, de technicien dans l'assainissement non collectif, de responsable QHSE...).

Le besoin de voir évoluer les compétences de leur personnel se retrouve dans les recrutements des entreprises avec un niveau de formation à l'embauche qui augmente. Les **difficultés de recrutement semblent absentes** sur ces métiers, à un ou deux exceptions près.

Une **ambivalence de représentations** semble coexister sur ces métiers: image positive pour les métiers visant à la protection de la nature, déficit ou même absence d'image pour les métiers de la gestion des déchets, du recyclage, du traitement de l'eau ou des métiers de la qualité, sécurité, environnement.

Une offre de formation orientée vers les niveaux supérieurs

24 certifications sont présentes en Auvergne sur ces spécialités environnementales dont 15 concernent les niveaux 3 et supérieur (Niveau BTS, DUT et supérieur).

Ce positionnement de l'offre de formation sur les niveaux de formation supérieurs se retrouve quantitativement : sur près de 300 élèves ou étudiants inscrits en dernière année de formation initiale en 2008-2009, 48% sortent aux niveaux 2 et 1, 32% au niveau 3, 8% au niveau 4 et 12% au niveau 5. Il n'est pas compensé par la formation professionnelle continue, puisque la FPC des demandeurs d'emploi ne concerne qu'un faible effectif (10 sortants en 2009), issu de formations non certifiantes (sans niveau précisé).

L'alternance est peu représentée : l'apprentissage compte 14% des formés en formation initiale (poids de l'apprentissage toutes spécialités confondues : 21%) et les contrats de professionnalisation 1 à 2 sortants par an. La VAE est, de même, peu développée (1 à 2 candidats par an en Auvergne sur les certifications visées).

Quelques pistes de réflexion

Ces pistes de réflexion apparaissent en filigrane des échanges et des réflexions des participants à la réunion du groupe témoin. Elles concernent :

Le renforcement des coopérations entre acteurs régionaux

La conjugaison des facteurs réglementaires, technologiques et organisationnels devrait contribuer au développement des éco-activités et des métiers verts en Auvergne. Une synergie entre les PME, centres de recherche et organismes de formation favoriserait la structuration de la filière environnement.

A noter l'existence de l'association E2IA, Entreprises pour l'Environnement et l'Innovation en Auvergne.

Le rapprochement entre entreprises et organismes de formation faciliterait, notamment, l'accueil des jeunes dans le cadre de stages, la formalisation des objectifs du stage et l'insertion post-formation.

Proposer des solutions d'accès à des publics de l'insertion

Le processus de professionnalisation, que connaît la plupart des métiers verts, pourrait écarter des salariés issus du secteur de l'insertion par l'activité économique de l'accès à l'emploi « traditionnel ». L'insertion de ces publics demande la mise en place d'actions de suivi et d'accompagnement.

La valorisation des métiers

La promotion des métiers devrait permettre de compenser le déficit ou l'absence d'image de certaines professions. La stratégie de communication proposée reposerait sur :

- des initiatives portées par les professionnels (entreprises, organisations et fédérations professionnelles) de type actions de découverte des métiers. L'opération « Coulisses du Bâtiment », montée par la Fédération du bâtiment, est citée en exemple.
- le développement des outils de communication adaptés : publications pour le réseau AIOA, site internet ou blog pour les jeunes.

Une carence de référentiels perdure pour certains métiers de l'environnement, contribuant au manque de lisibilité et rendant complexe la construction d'une offre de formation adaptée. Le plan de mobilisation pour les emplois verts propose, comme axe de travail, l'identification des compétences et des métiers de la croissance verte dans les référentiels et les nomenclatures existantes et la création d'un répertoire unique des compétences et des certifications de ces métiers.

La promotion de l'offre de formation régionale

L'offre de formation régionale semble être méconnue des employeurs auvergnats. Les organismes de formation seraient davantage sollicités par des acteurs extérieurs à la région. Le rapprochement entre entreprises et organismes de formation, prôné ci-dessus, est un levier à actionner.

De même, la promotion du portail du CARIF-OREF doit être poursuivie et la cible élargie au monde de l'entreprise par le biais des OPCA.

L'amélioration de l'accueil des jeunes

Le remplissage des sections de formation, même attractives, n'est pas évident pour les établissements situés en zone rurale. La capacité des établissements de formation à attirer et retenir les étudiants s'inscrit dans l'amélioration des conditions de logement (internat, logements locatifs privés...) et l'accompagnement du développement de la vie étudiante.

La création des observatoires de l'habitat par les Conseils Généraux devrait permettre d'avoir une meilleure vision de l'offre et de la demande en habitat sur les territoires d'Auvergne et le développement de solutions adaptées.

Dans l'objectif de pallier les risques de désaffection des sections de formation, la mise en place de partenariat entre établissements de formation est proposée pour développer des politiques communes de communication et de promotion.

Développer l'aspect modulaire des formations

La modularité des formations a émergé, dans le cadre des échanges, comme un des facteurs clés d'adaptation des formations aux évolutions des métiers. Une formation plus modulaire semble mieux adaptée car centrée sur des compétences professionnelles. Elle peut être plus étalée dans le temps, ce qui permet l'individualisation des parcours comme l'illustre l'exemple du CAP gestion des déchets et propreté urbaine, formation financée par le Conseil Régional.

Accompagner le développement de la VAE

Le groupe témoin a également mentionné la montée du dispositif de VAE sur les métiers verts. La structuration de certaines fonctions (par exemple responsable qualité, sécurité, environnement) fait parfois que

les personnes en poste s'inscrivent dans une démarche de formalisation de leurs compétences. Il faut donc veiller à la possibilité de valider les compétences dans ces contextes particuliers de mobilité professionnelle.

La réponse aux besoins en formation

En raison du développement de nouveaux processus productifs, de la mécanisation ou de l'automatisation de certains processus, du développement de nouvelles normes, des besoins en compétences approfondies et transverses apparaissent.

Ces besoins en formation existent dans le domaine de l'eau :

- des compétences en process, en électricité et en automatisme requises par l'automatisation de stations d'épuration ou des stations de traitement d'eau potable. Ces compétences ne sont pas maîtrisées par les diplômés de formation telles que le BTSA Gestion et maîtrise de l'eau (GEMEAU). Le recours aux diplômés du BTS métiers de l'eau dont le référentiel intègre les notions en automatismes attendues par les professionnels, aux Bac Pro Maintenance des équipements industriels (ex MSMA) et Electrotechnique ou la mise en place de modules adaptés pour le BTSA Gestion et maîtrise de l'eau peuvent remédier à tout ou partie à ces besoins.
- en canalisateur, les centres de formation les plus proches sont en Limousin ou en Rhône-Alpes (Lyon). Cette absence d'offre en région peut accroître le risque de tensions sur les recrutements.
- sur la gestion des effluents fromagers, la maîtrise des flux d'eau...

Dans le domaine du recyclage, la mécanisation et l'automatisation requièrent également des compétences plus pointues. Un participant mentionne la volonté du syndicat professionnel Fédélec de développer l'offre de certification notamment le CAP Opérateur des industries du recyclage (CAP OIR).

Dans le domaine de la gestion des déchets, des besoins en formation concernent des compléments de formation de type modules déchets (en gestion des déchets ménagers...), en formation professionnelle continue pour les salariés notamment.

L'institution des nouvelles normes, découlant de directives européennes et de la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, devrait se traduire, selon les participants, par la mise en place de modules de formation appropriés, dans le domaine du management environnemental (prise en compte des réglementations, des certifications ISO 9000, 14001 ...) ou du diagnostic (bilan carbone...).

Les besoins en formation relevés par les participants au groupe témoin ne se cantonnent pas aux seuls métiers verts et s'étendent aux « métiers classiques » sous la forme de formations modulaires à la gestion des déchets et de l'eau pour les professionnels du bâtiment et les agriculteurs. A côté de besoins en compétences et en formations plutôt techniques pour ces métiers, les participants à ce groupe témoin retiennent également des besoins en formation de type sensibilisation à l'environnement ou des modules de formations au développement durable.

La mise en place d'outils de pilotage et de suivi

Ces métiers verts sont fortement impactés par le Grenelle de l'Environnement, par les réglementations européennes. Les politiques de formation et les organismes de formation se doivent d'être réactifs pour adapter l'offre de formation à ces évolutions. Les démarches de diagnostic prospectif de ce type sont utiles à la construction des politiques de formation, mais elles doivent s'accompagner d'une évaluation et d'un dispositif de veille.

Sur la question du suivi des évolutions et plus précisément de la communication des besoins des entreprises, une solution proposée est la mise en place de forums et/ou de t'chats, développée à partir du site du CARIF-OREF.

Les métiers de l'environnement

Annexes

Le champ de l'étude

Les métiers retenus

Au sein de ce GFE, sont pris en compte les métiers dont la finalité porte sur la réduction de l'empreinte écologique et la protection de l'environnement et des personnes.

On y retrouve les métiers de la gestion des déchets, de l'eau, de la protection de la nature, de l'entretien et de l'aménagement rural, du contrôle et mesures des pollutions, les métiers liés à la gestion et à la maîtrise des rejets industriels, au conseil, études...

Ces métiers ont été regroupés en grands domaines pour faciliter l'analyse. Ces domaines sont détaillés ci-dessous, agrémentés de quelques exemples.

Domaines	Exemple de Métiers
Collecte et distribution	Ripeur, Eboueur, Agent de collecte, Agent de distribution d'eau, Agent de réseau...
Traitements des déchets, de l'eau et des pollutions	Employé de station d'épuration, de traitement des eaux usées, Opérateur de tri, Gardien de déchèterie, Responsable de réseau d'eau potable, ...
Mesures et analyses	Technicien de mesures de la pollution, Technicien hydrobiologiste, Ecotoxicologue
Maintenance des installations (eau, déchets)	Electromécanicien d'usine d'eau potable...
Aménagements et gestion des espaces, des ressources naturelles	Agent d'entretien de l'espace rural, Agent d'entretien de rivière, écologue...
Communication Sensibilisation Conseil	Conseiller en environnement, Animateur nature, Eco-ambassadeur, Responsable qualité sécurité, environnement
Recherche, Etudes et Développement	Chargé d'études environnement, hydrogéologue...

Les métiers de la maintenance des installations, initialement rattachés au traitement des déchets, de l'eau et des pollutions ont été isolés car répondant à des problématiques spécifiques de recrutement.

Les métiers de la communication – sensibilisation sont pris en compte bien que leur activité relève davantage de l'animation (et donc du GFE 17 Hôtellerie - restauration - tourisme – loisirs – sport). De par leur action de sensibilisation, d'initiation, ils contribuent à la protection de l'environnement et sont intégrés à ce titre dans l'analyse.

Les métiers sont appréhendés au travers de nomenclatures, la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles de l'INSEE pour l'emploi ou celle du Répertoire Opérationnel des Métiers et Emplois (ROME) de Pôle Emploi pour le marché du travail.

La liste des PCS retenues figure dans le tableau ci-dessous.

PCS	Descriptif	Professions les plus typiques
387f Ingénieurs et cadres techniques de l'environnement	Cadres du secteur privé, soit au sein d'une entreprise industrielle, soit dans tout autre contexte, chargés de l'assainissement, du traitement des déchets, et plus généralement de la protection de l'environnement.	Ingénieur en environnement Ingénieur traitement des déchets
477d Techniciens de l'environnement et du traitement des pollutions	Techniciens salariés chargés de l'assainissement, du traitement des déchets, et plus généralement de la protection de l'environnement. Les fonctions exercées présentent un caractère technique, mais dans un spectre étendu d'activités (animation, contrôle, etc.).	Technicien assainissement Technicien des espaces naturels Technicien en traitement des déchets Technicien environnement
628e Ouvriers qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets	Ouvriers qualifiés du secteur public ou du secteur privé chargés du nettoyage de la voie publique, de l'enlèvement et du traitement des ordures, ou de l'assainissement des eaux usées.	Agent d'assainissement <OQ> Agent de station d'épuration <OQ> Agent technique de traitement des eaux usées <OQ> Eboueur <OQ> Egoutier <OQ>
684b Ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets	Ouvriers du secteur public ou du secteur privé chargés du nettoyage de la voie publique, de l'enlèvement et du traitement des ordures ménagères ou industrielles, ou de l'assainissement des eaux usées.	Agent d'assainissement <ONQ, QND> Agent d'entretien environnement <ONQ, QND> Agent de station d'épuration <ONQ, QND> > Agent technique de traitement des eaux usées <ONQ, QND> Balayeur <nettoyage voie publique> Eboueur <ONQ, QND> Egoutier <ONQ, QND>
533b Agents techniques forestiers, gardes des espaces naturels	Agents assermentés assurant la surveillance des espaces forestiers et la garde des espaces naturels. Ils peuvent également participer à des actions rattachées à la production forestière.	Agent technique de l'Office National des Forêts (O.N.F.) Agent technique des eaux et forêts Garde chasse Garde forestier Garde gestionnaire <espace naturel> Garde moniteur <espace naturel>

Pour en savoir plus se reporter à :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/pcs2003/pcs2003.htm>

ROME :

11214 AGENT D'ENTRETIEN ET D'ASSAINISSEMENT

45414 AGENT DE TRAITEMENTS DEPOLLUANTS

52234 TECHNICIEN EN ENVIRONNEMENT DES INDUSTRIES DE PROCESS

53131 CADRE TECHNIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

53213 CADRE TECHNIQUE D'HYGIENE ET DE SECURITE

61114 CHARGE DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL

Pour en savoir plus se reporter à : <http://www.anpe.fr/espacecandidat/romeligne/RliIndex.do>

Les formations

Sur ce champ, la liste des certifications disponibles sur la région Auvergne est la suivante :

Niveau	Certification
5	CAP gestion des déchets et propreté urbaine
	CAP agent de la qualité de l'eau
	BAPAAT Option loisirs de pleine nature ²
4	CQP Assistant en sécurité et en environnement
	MC métiers de l'eau
	Bac Pro Hygiène Environnement
	Bac Pro Gestion des milieux naturels et de la faune
	BPJEPS Spécialité loisirs tous publics option animateur patrimoine naturel et développement ²⁴
3	BTSA gestion et protection de la nature spécialité gestion des espaces naturels (GPN)
	DUT génie biologique option génie de l'environnement (GB GE)
	BTS métiers de l'eau
	BTSA gestion et maîtrise de l'eau spécialité gestion des services d'eau et d'assainissement (GEMEAU)
2	Responsable de la qualité, option sécurité environnement / DU management de l'environnement, du risque industriel et de la sécurité - réseau IEQT
	Licence pro sciences, technologies, santé gestion de la production industrielle spécialité qualité-sécurité-environnement pour les industries et services
	Licence pro sciences, technologies, santé gestion de la production industrielle spécialité qualité-sécurité-environnement pour les industries chimiques
	Licence pro sciences, technologies, santé mention agronomie spécialité gestion durable des ressources en agriculture
	Licence pro sciences, technologies, santé agronomie spécialité expertise agro-environnementale et conduite de projets
	Licence pro sciences, technologies, santé industries chimiques et pharmaceutiques spécialité chimie analytique, environnement
	Lic Pro expertise agro-environnementale et conduite de projets
1	Master pro sciences, technologies, santé mention management de la performance et des risques par l'approche qualité sécurité environnement (QSE)
	Master pro/rech sciences, technologies, santé mention biologie et environnement spécialité fonctionnement et restauration des milieux aquatiques et continentaux
	Master pro/rech sciences, technologies, santé mention chimie spécialité chimie organique, bio-inorganique et environnementale
	Master pro/rech droit, économie, gestion mention économie et développement international spécialité développement durable dans les pays en développement et en transition

Deux formations connexes sont prises en compte dans le cadre de cette analyse, appartenant au GFE 21 – formations générales – généralistes - développement personnel) :

- la Licence Professionnelle Encadrement juridique des métiers de l'environnement à l'université d'Auvergne à dominante droit
- et Ingénieur diplômé de l'école nationale du génie rural, des eaux et des forêts (ENGREF) au champ d'intervention plus large (ingénierie et la gestion des politiques publiques dans les domaines de la production agricole, de la forêt, de l'alimentation, de l'aménagement du territoire et les risques naturels mais aussi de la gestion de l'eau et des déchets).

² Formations appartenant au GFE 17 Hôtellerie - restauration - tourisme – loisirs – sport

Les participants au groupe d'experts

L'équipe pilote, mobilisée de septembre à novembre 2009 pour préparer la réunion du groupe témoin, était composée de :

Gaëlle CAUVIN	Pôle Emploi
Gilles CERISIER	DRIRE
Michel DEBARD	Pôle Emploi
Anne DELERUE	AGEFOS-PME
Brigitte ECHALIER	Echalier
Youcef ELMEDDAH	DRAAF, SRFD
Sarah JAMES	CNFPT
Jamil KOUACHI	Conseil Régional Auvergne
Marc SAUMUREAU	FRANE, GRETA Riom Volvic
Anne SERANDON	CARIF-OREF Auvergne
Laurence SERRA	Lyonnaise des eaux

L'équipe, qui a animé la réunion du groupe témoin, était composée de :

Bernard ECHALIER	Echalier
Marc SAUMUREAU	FRANE, GRETA Riom Volvic
Anne SERANDON	CARIF-OREF Auvergne

La liste des participants au groupe témoin du 26 novembre 2009

Loïc AVENEL	Aubert et Duval
Bénédicte TARNAUD - FRIOT	CCI de Thiers
Michèle BOUGET	CIO Clermont Centre
Sarah JAMES	CNFPT
Marie-Anne CANIS	Conseil régional Auvergne
Thierry DALBAVIE	CPIE Clermont Dôme
Elisabeth COLLANGE-POTRON	DIREN
Youcef ELMEDDAH	DRAAF
Christophe RICHARD	DRONISEP Auvergne
Stéphanie LEGUILLON	E2IA - Entreprises pour l'Environnement et l'Innovation en Auvergne
Bernard ECHALIER	ECHALIER SAS
Fabien TOURNUT	ECOSYNTHESE - COVED
Marc SAUMUREAU	FRANE/GRETA Riom Volvic
Delphine HIVET	IEQT / CCI Moulins Vichy
Marie Line MIGNON	Lycée de Mauriac / GRETA Monts du Cantal
Sébastien DAMBRUN	Lycée Professionnel Agricole Rochefort-Montagne
Laurence SERRA	LYONNAISE DES EAUX
Pascal BOYER	Office International de l'eau
Michel DEBARD	Pôle Emploi Haute-Loire
Roland GOURVES	SOL SOLUTION
Louis GODILLOT	Syndicat du Bois de l'Aumône

Des entretiens individuels ont été réalisés dans la phase de préparation de cette réunion. Ils ont contribué à enrichir ce diagnostic. Ils ont été réalisés avec :

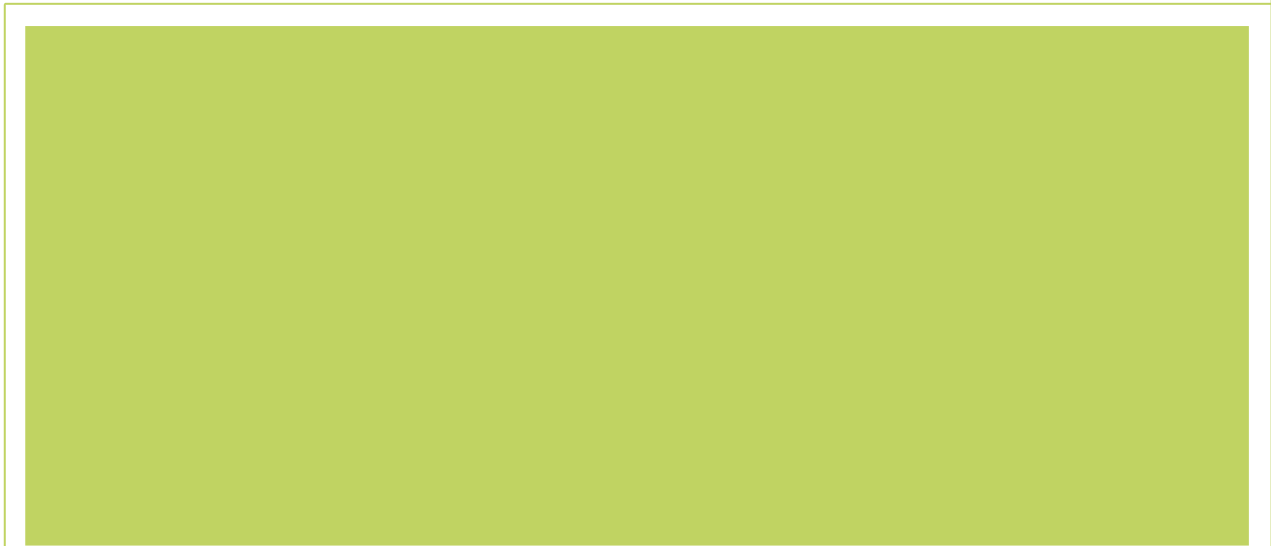
Marie-Claude HEBUTERNE	ADEME
Gilbert NATURALE	Agence de l'eau Loire Bretagne – Délégation Allier-Loire amont
Jean-Marc SOTTON	APECITA
Luc BLONDEL	Conseil régional Auvergne
Dominique BARTHELEMY	DIREN – service de l'eau et des milieux aquatiques
Christophe CHARRIER	DIREN – service de la nature, des paysages et de l'évaluation
Marie-Hélène BAILLY	OPCALIA-OME
Guy SENAUD	Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne

Les sigles et abréviations

AFPA	Association Pour la Formation Professionnelle des Adultes
ARGOS	Analyse Régionale Pour les Grandes Orientations du Schéma des Formations
BEP	Brevet d'Etudes Professionnelles
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
CARIF	Centre d'Animation Régional de l'information sur la formation
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnelle
CDD	Contrat à Durée Déterminé
CDI	Contrat à Durée Indéterminé
CNFPT	Centre National de la Fonction Publique Territoriale
DEFM	Demandeur d'Emploi en Fin de Mois
DRTEFP	Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
DRAAF	Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
FONGECIF	Fonds de Gestion des Congés Individuels de Formation
FPC	Formation Professionnelle Continue
GFE	Groupe Formation Emploi
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
LP	Lycée Professionnel
NAF	Nomenclature d'Activités Françaises
OREF	Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
QHSE	Qualité, hygiène, sécurité, environnement
QSE	Qualité, sécurité, environnement
ROME	Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois
RP	Recensement de la Population
SPANC	Service Public d'Assainissement Non Collectif

La nomenclature des niveaux de formation

Niveau 6 :	sorties du premier cycle du second degré (6 ^{ème} , 5 ^{ème} , 4 ^{ème}) et des formations préprofessionnelles en un an (CEP, CPPN et CPA)
Niveau 5 bis :	sorties de 3 ^{ème} et des classes de second cycle court avant l'année terminale (dans les statistiques officielles, le niveau 6 inclut souvent le niveau 5 bis)
Niveau 5 :	sorties de l'année terminale des cycles courts professionnels et abandon de la scolarité du second cycle long avant la classe terminale
Niveau 4 :	sorties des classes terminales du second cycle long et abandons des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau 3
Niveau 3 :	sorties avec un diplôme de niveau BAC + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles de formation sanitaire et sociale, etc.)
Niveaux 2 et 1 :	sorties avec un diplôme de second ou troisième cycle universitaire ou un diplôme de grandes écoles.



Contact : CARIF OREF Auvergne
16b rue Fontgèze - 63 000 Clermont-Ferrand
Tél. : 04 73 19 01 40 / Fax : 04 73 37 31 63
Portail : <http://www.formationauvergne.com/>
Mail : oref@cariforef-auvergne.org